

organismes privés, que ces problèmes n'ont pas surgi hier, la semaine dernière ni le mois dernier. Les difficultés au Salvador attirent notre attention à ce moment-ci seulement pour diverses raisons de politique internationale.

En ce qui concerne les avis d'experts que l'on nous sert soudainement ici ce soir, je me demande quelle est la source des renseignements présentés. Lorsque j'écoute les nouvelles américaines à la télévision, je remarque que le commentateur expose ses arguments et présente son programme, de manière à justifier l'intervention. Par contre, si je prends les nouvelles de la télévision canadienne, je constate que le journaliste désapprouve l'attitude des États-Unis et exprime sa sympathie pour le Salvador si cruellement éprouvé. Lorsque je lis la documentation que m'envoie le ministère des Affaires extérieures, qui condamne et défend à la fois, il m'est difficile de savoir qui et que croire. Nous manquons d'informations. En fait, lorsque nous nous braquons et que nous prenons parti, nous jugeons et nous condamnons un peu à l'aveuglette.

J'ai siégé au comité des affaires extérieures et de la défense nationale pendant sept ans environ et j'aimerais savoir où en est la question. En a-t-on saisi ce comité? A-t-elle été sérieusement examinée? Dans l'affirmative notre politique s'inspire-t-elle de cette étude systématique et de faits dignes de foi et de renseignements recueillis par nos services d'information, ou sautons-nous aux conclusions en nous basant simplement sur les informations fournies par les médias, comme ce fut déjà le cas pour bien d'autres crises et événements internationaux?

Je pense que nous devrions tous commencer par vérifier nos sources d'information. Ne nous posons pas en experts du jour au lendemain, réservons notre jugement et ne soyons pas trop prompts à condamner. Il est toujours facile, après coup, de voir ce qu'on aurait dû faire ou dire. On se rend très souvent compte que si on avait été un peu plus modéré dans ses jugements et un peu moins pressé de prendre parti et d'intervenir, cela aurait mieux valu pour tous.

Je ne sais pas si je dois prêter foi aux rapports selon lesquels des communistes font entrer des armes en contrebande dans le but de renverser un gouvernement de droite, les socialistes ou qui que ce soit. J'ignore si ce sont les Américains qui tentent de faire dégénérer un conflit entre l'Est et l'Ouest ou si ce sont plutôt les Russes qui le font pour mettre les Américains et leur nouveau président à l'épreuve. Je ne sais rien de tout cela, mais je sais où ce genre d'intervention internationale pourrait nous mener.

Nous pouvons jeter un coup d'œil aux résultats qu'ont eus plusieurs conflits de ce genre dans différents pays. Je me suis demandé ce qui avait résulté de l'intervention de la France, des États-Unis, de l'Union soviétique et de la Chine au Vietnam, quels en ont été les effets sur la population du pays. J'ai visité le Vietnam et j'ai vu ce que cela a donné jusqu'à maintenant. L'intervention de pays étrangers signifie toujours plus de soldats, plus d'armes, plus de morts, moins de nourriture et de progrès social. Voilà à quoi conduit l'intervention internationale.

El Salvador

● (2140)

En notre époque moderne, on voit de plus en plus souvent les superpuissances jouer leurs jeux de politique et de guerre, faire leurs tests ou croiser le fer ailleurs que sur leurs propres territoires, rien que pour voir qui ira le plus loin et jusqu'où il osera aller. C'est une honte de voir le Salvador devenir le champ de tir des géants.

A ce stade-ci, il est dangereux de condamner l'un ou l'autre côté, mais nous sommes déjà justifiés de dénoncer les résultats de l'affrontement stratégique des grands dans un pays qui n'est pas le leur. Qu'est-ce que cela a donné au Cambodge? L'extermination de 25 à 50 p. 100 de la population, la suppression des libertés, l'effondrement des structures sociales, la perte d'aliments et la pollution de l'eau dans un pays qui exportant des denrées alimentaires. Le Cambodge est maintenant l'un des pays les plus pauvres du monde.

Que dire de l'Éthiopie et de la Somalie, deux des pays les plus pauvres du monde, qui souffrent de nouveau des affrontements des superpuissances? Qu'est-ce que les Canadiens peuvent y faire par un simple débat au Parlement?

Eh bien, il me semble que nous commençons par condamner. C'est de cela qu'il s'agit dans cette motion, de juger, de condamner, et je m'inquiète vivement de ce que l'on demande aux députés d'adopter une motion de ce genre, eux qui manquent totalement d'information. Je crois qu'il s'agit d'une motion irréfutable, parce qu'elle contribue à l'escalade, elle encourage l'affrontement et la colère...

Une voix: Réveille-toi, Bob.

M. Wenman: Il ne s'agit pas de se réveiller. C'est peut-être vous qui dormez. Il faudrait peut-être vous réveiller tous pour pouvoir examiner la situation internationale.

On parle d'un nouveau Vietnam. Je me demande si, avec le recul, il n'eût pas mieux valu agir différemment dans le cas du Vietnam. Si j'examine le Sud-Est asiatique, et il semble que l'on fasse la comparaison avec cette région, je vois des pays où règnent les principes fondamentaux de la démocratie, de la liberté, du multipartisme, et parfois même un régime parlementaire comme le nôtre, et je constate que ces pays vivent dans la prospérité et dans la paix, même s'ils connaissent aussi les problèmes. Si je passe ensuite au Cambodge, au Laos et au Vietnam, il saute aux yeux lequel des deux régimes est le meilleur.

Il n'est pas question que je condamne ainsi les États-Unis sans sourciller. Les États-Unis sont un bastion de la démocratie et de la liberté, et j'appuie les valeurs fondamentales des États-Unis. Cependant, quand il s'agit de l'escalade militaire et sociale de la guerre froide ou chaude, c'est une autre histoire. Je ne tiens pas à ce que cela arrive dans cette région, je ne voudrais pas que les États-Unis s'y aventurent plus avant, et je ne veux pas que l'Union soviétique, par l'intermédiaire de Cuba ou d'un autre pays satellite, prenne également pied dans cette région. Je crois qu'il faut plutôt voir notre position pour ce qu'elle est, et ce qui est en cause, c'est la contribution du Canada à ce débat et l'attitude qu'il adoptera.